

[Français]

LES COMMUNICATIONS

ON DEMANDE QUAND SERA ADOPTÉ LE PROJET DE LOI RELATIF
À L'ACCÈS À L'INFORMATION

M. David Berger (Laurier): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Communications. Quelques-uns de mes commettants suivent de très près la question de l'accès à l'information gouvernementale qui leur permettrait de prendre connaissance des documents ou des dossiers qui les concernent et qui ne sont pas maintenant disponibles. Le ministre peut-il nous dire si le projet de loi dont est maintenant saisi le comité de la Chambre sera adopté en troisième lecture d'ici Noël?

L'hon. Francis Fox (ministre des Communications): Madame le Président, je remercie l'honorable député de sa question. Il s'agit évidemment d'une question assez importante qu'un projet de loi sur l'accès à l'information. Comme l'honorable député l'a indiqué lui-même, ce projet de loi est présentement devant le comité permanent de la Chambre de la justice et des questions juridiques. Je compte bien que le comité terminera son travail le plus rapidement possible, et je partage l'espoir de l'honorable député de voir ce bill devenir loi d'ici les vacances de Noël.

* * *

[Traduction]

LE COMMERCE INTERNATIONAL

LES EFFETS DU GATT SUR LES ÉLEVEURS DE BESTIAUX

M. Arnold Malone (Crowfoot): Tout à fait par hasard, madame le Président, j'ai une question à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce. Puisque les éleveurs de bovins canadiens reçoivent en moyenne cette année plus de \$100 de moins que l'année dernière pour chaque veau et que cet écart est dû surtout aux erreurs de jugement qu'ont commises les négociateurs du ministre de l'Industrie et du Commerce lors des dernières négociations de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce qui ont eu lieu à Tokyo, comment le ministre entend-il racheter ses erreurs et faire justice à nos éleveurs de bestiaux?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Dans toute négociation, madame le Président, certains résultats peuvent passer pour très favorables, alors que d'autres se prêtent à des interprétations diverses. Je n'accepte pas le préambule du député. Même si ce n'était pas moi le ministre compétent à l'époque, j'estime que les négociations du GATT ont donné dans l'ensemble d'excellents résultats pour le Canada.

Sauf erreur, la confirmation de ces résultats se trouvait entre les mains du député de Saint-Jean-Ouest qui était à l'époque ministre des finances. A mon avis, le député de Crowfoot devrait profiter de la prochaine réunion de son parti pour poser sa question au député de Saint-Jean-Ouest.

Questions orales

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

LA SITUATION À WINDSOR, EN ONTARIO

M. Otto Jelinek (Halton): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre compétent en matière d'industrie, de commerce et de taux d'intérêt élevés.

Des voix: Oh, oh!

M. Clark: Ils ne sont pas près de te laisser parler, Cousineau.

Mme le Président: A l'ordre. Le député devrait citer le titre exact du ministre.

M. Jelinek: Madame le Président, le conseiller municipal qui s'occupe des finances au conseil de ville de Windsor, en Ontario, a confirmé aujourd'hui que sa ville connaissait un taux de chômage de 11 p. 100 et qu'elle ne pouvait plus entreprendre de dépenses d'investissement à cause de la politique des taux d'intérêt élevés du gouvernement fédéral et des piètres résultats de l'industrie automobile dont le ministre lui-même a la charge.

La politique menée par le ministre de l'Industrie et du Commerce a entraîné un nombre record de licenciements, un nombre incalculable de faillites et d'énormes difficultés aussi bien pour les habitants de Windsor que pour l'ensemble de la population canadienne. Aussi, aimerais-je savoir, puisque le ministre représente ici même la région de Windsor, comment, face à ces faits qui ont été confirmés par le conseiller municipal de Windsor responsable des finances, il peut continuer à représenter le gouvernement en qualité de ministre et représenter la ville de Windsor au Parlement compte tenu, je le répète, de ce piètre bilan?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le Président, je pense, comme je l'ai indiqué il y a quelques instants en réponse à une autre question, que le député aurait dû se procurer une copie du document qui a été distribué avant la période des questions, et qui dit que les taux d'intérêt ont baissé de 3 p. 100 par rapport au chiffre record atteint en août dernier. Nous espérons tous et nous pensons que cette tendance va se maintenir.

M. Crosbie: Les taux d'intérêt n'étaient pas élevés avant votre arrivée au pouvoir.

M. Gray: Le principal problème de l'industrie automobile canadienne à l'heure actuelle, c'est la faiblesse du marché américain de l'automobile qui est due précisément à la politique économique que les députés aimeraient mettre en œuvre s'ils en avaient la chance. Je l'ai déjà dit et je le répète, l'une des raisons pour laquelle je défends activement mes électeurs et les Canadiens, c'est parce que je ne veux pas que l'on mette en place une politique économique à la Reagan.

J'aimerais rappeler, en terminant, un fait que le député semble avoir oublié, mais que les habitants de Windsor n'ont pas oublié, eux; ce sont les efforts que j'ai déployés au nom du gouvernement pour maintenir les milliers d'emplois des usines Chrysler de Windsor et des filiales de Chrysler dans tout le pays grâce à des accords visant à permettre à Windsor et aux autres localités canadiennes de bénéficier du programme d'adaptation de l'industrie et de la main d'œuvre. Je me réjouis quand cela est possible de déployer mes efforts et ceux du gouvernement au service des habitants de Windsor.